

SANTÉ A MOSTAGANEM

Des améliorations mais aussi des insuffisances

Depuis ces deux dernières années, il y a lieu de relever à travers la wilaya de Mostaganem, un léger mieux dans le monde de la santé et ce, à la faveur d'une réelle prise de conscience dans notamment la gestion et les prestations diverses du secteur. Cependant, malgré les efforts consentis et les améliorations constatées sur le terrain, il n'est pas sans savoir que bien des choses restent à parfaire.

Nouvelles infrastructures et réalisations

Ceci étant, il est clair que durant l'année 2005 et lors du premier semestre 2006, bon nombre de travaux ont dû concerner l'aménagement, la réfection et l'entretien des infrastructures déjà existantes, mais également la restauration de quatorze services hospitaliers qui dépendent de l'hôpital "Che

Guevara" à savoir : chirurgie générale, ORL, orthopédie, l'urologie, CTS, laboratoire, gastrologie, pédiatrie, médecine légale et autres pharmacies et laboratoires.

Il est à rappeler, d'autre part, qu'il a été procédé à la réouverture de trois maternités urbaines à Stidia comme à Kheir-Eddine et Achaâcha, et ce, au moment où les trois secteurs sanitaires de la wilaya de Mostaganem, ont été dotés d'une douzaine d'ambulances médicalisées au total.

Dans ce même ordre d'idées, douze autres véhicules du genre viendront incessamment renforcer le parc automobile de la wilaya.

Par ailleurs, un hôpital d'une capacité de 240 lits à Kharrouba est projeté sur place et dont les travaux de réalisation seront lancés vers la fin du mois. La Direction de la santé a, entre autres, mis en place une garde de wilaya en gynéco-obstétrique et ce, dans le souci de réduire les fréquents transferts de malades, en cas d'urgence. Ainsi, un plan d'action a été élaboré pour le second semestre de l'année en cours, visant à atténuer la charge des transferts des patients en dehors de la wilaya de Mostaganem.

Il en est ressorti de la récente réunion du DSP, des directeurs de secteurs sanitaires et du staff médical que le recours à une évacuation d'urgence reste inhérente aux pathologies liées à la gynécologie-obstétrique, neurochirurgie, réanimation, pédiatrie, ainsi qu'à des cas de néces-

sité absolue tels que les toxémies gravidiques HTA et grossesse, traumatisme crânien. Le secteur aura en outre bénéficié de bon nombre d'équipements susceptibles d'apporter un plus non négligeable aux praticiens spécialistes, contraints par le passé à recourir systématiquement au transfert de leurs patients vers notamment le CHU d'Oran.

Ainsi au sein des nouvelles UMC de Tigditt, dont la capacité d'accueil est de 84 lits, existe-t-il deux salles d'observation, une salle de déchocage, deux bureaux de consultations, salle de soins, une unité de réanimation de 24 lits, un bloc opératoire de trois salles post-op de 24 lits, Samu doté d'un plateau technique sophistiqué, un échodoppler, 2 ECG, 1 EEG, un scanner mis en service depuis près de deux ans avec, à la clé, quelque mille clichés enregistrés.

Manque et insuffisances

Il faut dire qu'en matière de réalisations d'infrastructures lourdes, la wilaya de Mostaganem aura vu ces deux dernières années, l'érection d'un hôpital psychiatrique de 80 lits, polycliniques, centres de santé et maternité urbaine. Néanmoins, le secteur de la santé de cette wilaya continue de souffrir d'un manque flagrant de médecins spécialistes de base en pédiatrie, gynéco-obstétrique, neurochirurgie, néphrologie, car-

diologie, chirurgie générale, anesthésie-réanimation. Pour ce faire, un seul gynécologue assume au niveau de la maternité Lalla Kheira avec, à la clé, souvent plus de quarante accouchements par jour. Le problème se pose aussi avec non moins d'acuité pour l'ophtalmologue, la pédiatrie et le réanimateur qui, à eux seuls, assurent les prestations quotidiennes entre l'hôpital, la maternité et les UMC de Tigditt.

Cela état, il est à déplorer amèrement le départ en 2004 et 2005 de pas moins de 25 spécialistes qui étaient en poste à l'hôpital "Che Guevara" notamment. Toujours est-il, qu'il est relevé, à eux seuls, assurément dans l'accueil et la prise en charge du malade d'une façon générale, hygiène, hôtellerie, et restauration des malades. Il est, par conséquent, à espérer dès lors, que les choses continueront d'aller dans le bon sens pour le bien-être du citoyen appelé à être soigné et pris en charge dans les meilleures conditions possibles.

Après l'opération de circoncision de 1 500 (enfants) l'application en cours des réformes engagées par l'Etat et lors d'une entrevue avec le docteur du secteur sanitaire de Mostaganem en compagnie du DSP de wilaya, ce dernier, considérera "la santé comme un état complet de bien-être physique et mental. Et n'est ni un don ni une offrande, dira-t-il, mais le résultat d'efforts individuels et collectifs..."

Sid-Ahmed Hadjar

SAIDA

Les trottoirs squattés par les commerces

En guise d'espace et devant l'absence de l'autorité chargée de la réglementation, les trottoirs, espaces publics réservés exclusivement aux piétons, sont squattés par les commerçants et patrons de café. L'occupation illicite des trottoirs destinés aux passants est très répandue, à tel point qu'ils ont été détournés de leur usage initial. Il suffit pour s'en rendre compte de faire un tour le long des artères de la ville. Des étals de marchandises, des comptoirs frigorifiques, des rotissoires, tables et chaises pour prendre un café, des échelles à même la chaussée pour empêcher les automobilistes de garer devant leurs locaux et le pauvre piéton se trouve privé de sa liberté de circuler, rencontrant mille et une encombrances aux abords de la chaussée.

Cette situation qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans notre ville contraint les citoyens, vieillards, femmes et enfants, à faire de la gymnastique pour se frayer un chemin, un passage au risque de se faire renverser par les automobilistes. En l'espace du respect de la réglementation, le phénomène ne fait qu'empirer, fait remarquer un sexagénaire qui déplore la difficulté d'accès à certaines officines ou services publics fréquentés. Contacté à ce sujet, un élu reconnaît l'existence de ce phénomène en rappelant le principe de droit qui veut que «l'intérêt public prime sur l'intérêt privé».

Renouvellement du bureau du CRA

Les différentes associations à caractère social de la wilaya de Saïda ont procédé récemment à la tenue d'une assemblée générale électorale à la Maison de la culture où elles ont renouvelé le bureau local du CRA. M. Saïfi, de l'association de l'emploi, proche de L'ANR de Réda Malek, a été élu président du bureau de wilaya. Pour rappel, l'assemblée générale est constituée de 55 membres représentant 11 communes sur les 16 que compte le territoire de la wilaya. Il est à noter que les résultats des urnes ont satisfait les présents qui ont voté en premier lieu la représentation des bureaux communaux avant de passer au bureau de wilaya, selon le directeur de l'action sociale, superviseur du vote. «Les élections se sont déroulées dans de très bonnes conditions et un esprit démocratique a prévalu à toutes les étapes.»

Les guichets de l'état civil débordés

En prévision de la rentrée scolaire, d'interminables chaînes se forment tôt le matin devant les guichets de l'état civil de la mairie de Saïda et cela, malgré l'existence des annexes des cités de Daoudi Moussa, Boukher et Haï Badr qui regroupent les tiers de la population. La majorité des habitants de ces trois grands quartiers préfèrent venir s'entasser dans la grande salle de l'hôtel de ville à tel point qu'avec la chaleur régnante, la respiration devient difficile et le travail des préposés aux guichets aussi.

La demande dépasse toutes les prévisions, 3000 extraits de naissance, 2500 fiches familiales et presque 4000 fiches individuelles sont délivrés quotidiennement, en plus de la légalisation d'un nombre effarant de documents. Par contre, les autres services sont éparpillés. A l'exception du service technique qui reçoit pas mal de gens. La hantise de la rentrée scolaire s'empare des citoyens et les fait précipiter en cette période de canicule pour faire provision de tout papier.

Mohamed-Ben-Amine

BREVES DE TLEMCCEN

Frontières, le danger des mines

Les mines antipersonnel datant de l'ère coloniale restent un sujet de préoccupation des habitants de la bande frontalière. Depuis l'indépendance, on a signalé plusieurs victimes, notamment dans le Sud, Béchar et Mechria.

Cette fois-ci, c'est du côté de la frontière nord que l'on s'inquiète. M. Hadj Benamar, un conducteur de travaux travaillant pour le compte d'une entreprise de réalisation de postes avancés, est venu nous signaler l'existence des mines (6 ont été désamorcées) dans la localité de El Khandak entre Zouâia et Maghnia. Si les trabandistes connaissent parfaitement le terrain, les bergers de la région restent exposés au danger.

Les hallabas bloquent la circulation

Comme nous le rapportions il y a quelques jours, les hallabas ne craignent personne. Non seulement ils portent un grave préjudice à la wilaya, mais ces derniers jours ils arrivent par centaines aux stations de Bouhanak et bloquent la circulation, sans être inquiétés. Tlemcen est en passe d'être une zone de libre-échange pour les trabandistes.

M. Zenasni

ORAN/VILLE-NOUVELLE, QUELS CHANGEMENTS EN 10 ANS ?

«Encore plus attirante et plus envoûtante»

Il y a exactement dix ans, en août 1996, nous avions effectué une visite à la Ville-Nouvelle que nous avions appelé "le bazar de M'dina J'dida" tant les lieux étaient riches en tous produits les plus inimaginables. Dix ans plus tard, nous sommes retournés à la place dite Sidi Blel, où se trouve ce marché qui existe depuis les années 50, un lieu qui continue de prospérer et d'attirer toujours autant de visiteurs.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Lors de notre première visite, clients et commerçants ne cessaient de se plaindre des voleurs, en dix ans leur nombre n'a malheureusement pas diminué, ils ont plutôt excellé en méthodes et astuces. Ce qui suscite la colère des commerçants qui se sont constitués "Association des commerçants du marché de Sidi Okba". Leur association qui ne cesse de déplorer le manque de sécurité avait même prêté un sit-in le 5 août 2006 au niveau de la wilaya d'Oran qu'elle avait annulé suite à des promesses

de la part des autorités d'améliorer la situation sécuritaire.

Le type de clientèle a changé

Si elle était essentiellement féminine, de nos jours les hommes s'intéressent tout autant à ce marché de la Ville-Nouvelle. Certains préfèrent même y venir en compagnie de leur femme et de leurs enfants afin de marchander les produits qui les intéressent. D'autres s'y rendent entre amis afin de réaliser de bonnes affaires, car ce marché est connu pour les négociations faciles.

La marchandise encore plus multiple

Que ce soit l'habillement moderne ou traditionnel, les herbes, les fruits et légumes, les gadgets, l'électroménager, il y a absolument tout, du vieux, du neuf, c'est selon la volonté du client. Les prix ont eux aussi connu une évolution. Il n'est plus question de prix exorbitants. L'abondance de marchandises a entraîné la baisse des prix. De plus, la marchandise en provenance de pays voisins tels que la Turquie a énormément contribué à faire fléchir les prix.

Les herboristes, eux, existent toujours, ils font partie de l'âme de cette place entourée du saint de ce quartier, à savoir "Sidi Blel", leur nombre a triplé mais leurs potions elles demeurent inébranlables car selon les croyances, tout rajout les rendrait inefficaces. Durant cette année (1996), il y avait un phénomène qui avait été "domicile"

contre la volonté des habitants, il s'agit du marché de la friperie. Aujourd'hui il n'existe plus, puisque transféré au niveau d'El Hamri. A la place, se sont dressés des centres commerciaux proposant le trousseau de la mariée et offrant une marchandise neuve avec des prix toujours aussi abordables. Ce qui semble résister au temps et à

l'évolution demeure l'âme de ces lieux qui inspire toujours autant de quiétude, malgré les vols et les agressions, une tranquillité qui attire toujours autant et plus encore de visiteurs qui ne peuvent vivre ou encore visiter Oran sans s'y rendre. L'appel de M'dina J'dida est toujours aussi fort.

A. B.

CHLEF

Vaste opération de contrôle sur les plages de Ténès

Les services de la Sûreté de la daïra de Ténès, appuyés par leurs collègues de la Gendarmerie nationale, ont, au cours de la nuit du 3 au 4 août, mené une vaste opération de contrôle dans des périmètres de plage reconnus suspects, aux lieux-dits Marina et l'Abattoir. Cette opération vise à préserver, indique-t-on, la sécurité et la quiétude des estivants dans cette région, qui constitue la première destination des estivants sollicitant le littoral de la wilaya de Chlef. L'opération s'était soldée par le contrôle de 450 individus, selon les précisions du commissaire Boudalia, responsable à la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Chlef.

Parmi le lot de personnes interrogées sur les lieux, 92 furent conduites au siège de la Sûreté de daïra pour une procédure d'examen de situation laquelle, donnant lieu à l'arrestation de huit suspects en possession d'armes blanches prohibées, de deux personnes pour détention et consommation

de kif traité et de quatre autres personnes pour des délits d'ivresse publique manifeste, ou conduite en état d'ivresse. Au siège de la Sûreté de la wilaya de Chlef, il est notamment souligné "l'intérêt tout particulier" accordé au bon déroulement de la saison estivale. Rappelons que les différents services de police sont engagés depuis l'ouverture de la saison des vacances dans un vaste programme de sensibilisation, de prévention et de répression de formes diverses d'atteinte à l'ordre public et à la sécurité des estivants. Dans ce contexte, le bilan des activités des brigades de sécurité publique au plan de la sécurité routière, réalisé au titre de la période allant du 16 juillet au 1er août 2006, fait état de 1237 contraventions, 61 délits pour absence de carnet d'entretien, 104 infractions de permis de conduire et l'établissement de 40 procès-verbaux pour mise en fourrière.

A. Atba